



Un prêt de la Banque mondiale pour soutenir la gestion en eau des zones asséchées du Yémen

La Banque mondiale a approuvé hier un crédit de 24 millions de dollars US en juin 2003 pour assister le gouvernement yéménite en vue de l'amélioration de la gestion en eau dans le bassin de Sanaa. Le Projet de gestion en eau du bassin de Sanaa constitue la première phase d'un programme de 15 ans cherchant à prolonger la durée d'utilité des ressources aquifères disponibles dans le bassin, grâce à la modernisation des méthodes d'irrigation et à l'accélération des recharges d'eau. Ce système devrait ralentir l'épuisement de l'eau souterraine dans le bassin, ce qui donnerait le temps au Gouvernement de tourner l'économie de la zone vers des activités ne nécessitant pas une consommation d'eau aussi élevée.

NOTE SECTORIELLE

LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

Il est largement admis que la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est de loin la région la plus sèche et la plus pauvre en eau dans le monde, et que cette situation affecte de plus en plus le développement économique et social de la plupart de ses pays. MENA a plus de 5 % de la population mondiale avec moins de 1 % des ressources d'eau douce du monde. Malgré ces caractéristiques, de nombreux pays continuent à utiliser des quantités considérables de ces rares ressources en appuyant des institutions inefficaces du secteur public pour l'irrigation et l'adduction d'eau.

A ce jour, l'accès moyen à l'eau par habitant dans la Région représente environ 1.200 mètres cubes par an (la moyenne mondiale est proche de 7.000). L'accès annuel à l'eau dans la Région varie d'environ 1.800 mètres cubes par personne en Iran à moins de 200 mètres cubes par personne en Jordanie, en Cisjordanie et Gaza, et au Yémen. D'ici 2025, l'accès moyen régional à l'eau devrait être d'un peu plus de 500 mètres cubes/personne/an.

Alors que l'accès conventionnel à l'eau (dans les pays et régionalement) demeure relativement constant, l'absence de réformes appropriées de politique des prix, la croissance démographique, les augmentations des revenus des ménages se sont traduites par une augmentation brutale de la demande d'eau, bien au-delà des niveaux soutenables.

Afin de satisfaire cette demande croissante, les eaux souterraines sont extraites bien au-delà du niveau de renouvellement de la ressource dans de nombreux pays. Dans certains cas, les gouvernements exploitent les ressources des eaux souterraines fossiles et dans de nombreux pays, les prix subventionnés de l'énergie aggravent davantage le problème. L'absence de traitement des eaux usées (qu'elles proviennent du secteur urbain ou agricole) vient réduire encore plus l'accès à une eau douce qui convient aux usages domestiques et agricoles sans traitement coûteux en aval. Cette augmentation de la contamination de l'eau affecte également la santé publique, celle des enfants en particulier. Le problème est plus aigu dans les zones rurales, où l'accès à une eau propre et à l'assainissement continue à manquer dans la majorité des pays de la Région MENA.

L'agriculture irriguée consomme environ 90 % des ressources en eau disponibles de la Région et contribue à un pourcentage se situant entre 5 et 20 % du PIB, selon le pays. La situation des ressources en eau dans la Région devient progressivement plus catastrophique en raison des sécheresses qui sont de plus en plus fréquentes et qui durent de plus en plus longtemps.

Les défis principaux de l'eau dans la Région

Eau et finances :

- Il est essentiel de financer l'exploitation et l'entretien et progressivement les investissements au moyen des paiements des usagers si l'on veut assurer la durabilité des investissements dans l'infrastructure de l'eau
- Les coûts élevés des meilleures alternatives pour l'accroissement de l'alimentation en eau (e.g., réutilisation des eaux usées traitées, transfert de l'eau entre bassins, dessalement de l'eau de mer) rend indispensable la réforme de la politique des prix de

l'eau

- Il faut également formuler des programmes ciblés pour les communautés à faible revenu

Planification et gestion des ressources en eau :

- Ressource : augmentation de l'offre pour gérer la rareté, la variabilité et la qualité.
- Demande : améliorer l'efficacité et le recouvrement des coûts dans un climat complexe et politiquement sensible.
- Allocation : entre usages d'agriculture irriguée, urbain et environnemental. Un défi complexe qui exige de remédier aux problèmes des droits, des échanges, des incitations et de l'économie.

Eau et institutions :

- Il faut établir des cadres de politique, juridique, institutionnel et réglementaire pour gérer les ressources aux niveaux appropriés les plus bas .
- L'intervention des bénéficiaires dans les décisions clés indique le besoin de la participation communautaire à tous les stades du cycle du projet
- Le recours au secteur privé pourrait aider à améliorer la performance dans le secteur.

Incités par ces défis et en conformité au mouvement mondial qui va dans le sens d'une gestion intégrée des ressources en eau, plusieurs pays se sont lancés dans une réforme de leur secteur de l'eau (e.g., la Tunisie, la Jordanie, le Yémen) et quelques autres ont déjà commencé. En partenariat avec des donateurs et des institutions financières, de nombreux pays prennent des mesures pour réformer leur secteur de l'eau. Une nouvelle manière de penser et d'agir dans la gestion de l'eau se fait jour lentement dans la Région. La Banque mondiale se trouve dans une position unique pour participer à ce processus à l'aide d'un engagement créatif au niveau des pays et au niveau de la Région.

Tous les montants sont en équivalents de dollars US

Août 2003

Pour plus d'informations, veuillez contacter ;
À Washington: Chirine H. Alameddine, téléphone: 1 (202) 473-7199;
Email: calameddine1@worldbank.org